

LE RÊVE DU COO LE RÉVEIL DU DRAGON

**MADE IN FRANCE / DESIGNED
IN CHINA**

YANN MOULIER BOUTANG

J'ai fait un rêve. Chercheurs et responsables des politiques industrielles s'étaient réunis pour apporter des réponses intelligentes au déficit de la balance commerciale de la France, à l'érosion de sa compétitivité (ses parts de marché dans les exportations). L'objectif était non seulement d'aboutir à un nouveau Grenelle de l'emploi, mais aussi d'évaluer le degré de réalité du déclin industriel,

en l'espèce la désindustrialisation et les délocalisations.

Cette réunion imaginaire se tenait aussi dans le reste de l'Union, car la grande majorité des pays se trouve dans une situation similaire. On y élaborait une politique unifiée concernant les négociations commerciales et les secteurs jugés cruciaux pour l'avenir, donc pour l'investissement, auxquels seraient affectées des ressources levées par un grand emprunt du Trésor européen.

LE RÊVE D'UN CONSTAT RAISONNABLE

Dans la partie gauloise de mon rêve, ce Grenelle d'une nouvelle croissance intelligente accouchait d'une charte que devaient ratifier les collectivités territoriales, l'État, les grandes, petites et moyennes entreprises et les syndicats. Ainsi, tout le monde savait où l'on allait.

On commençait par l'état des lieux, qui révèle le biais trompeur du caractère « national » des statistiques dans l'Union européenne. Ainsi, compter les performances à l'exportation de la France vers les pays membres n'a guère plus

La France est la 5^e puissance industrielle mondiale, et la seconde de l'Union européenne. Pas si mal pour un pays de 65 millions d'habitants, soit moins de 5 % de la population chinoise. Le nombre de touristes qu'elle attire est supérieur au nombre de ses habitants.

de sens que de comptabiliser la balance commerciale du Texas ou de l'Ohio vis-à-vis de l'Alabama ou de la Virginie. Plus des deux tiers du commerce dit *extérieur* des États de l'Union européenne sont en réalité du commerce *intérieur*. C'est heureux, car dans le cas contraire il aurait été très tentant pour l'Allemagne d'abandonner réellement la Grèce, comme le souhaitaient quelques faucons ultra-libéraux. Réciproquement,

les devises dépensées en Grèce par des touristes allemands ne prêtent pas à conséquence, puisque ce sont des euros. Globalement, l'Union européenne exporte peu vers le reste du monde (Allemagne comprise) et n'est pratiquement pas déficitaire. Moralité : il faut désormais raisonner à partir de l'ensemble européen.

Il en va de même en matière de soi-disant désindustrialisation. Une très grande partie des délocalisations industrielles se sont faites vers les ex-pays de l'Est. Mais ouvrir à Cracovie l'usine qu'on a fermé à Compiègne, ce n'est pas comme l'ouvrir au Bangladesh ou en Chine.

Il est également absurde d'ériger en épouvantail un chiffre absolu : 900 usines fermées en France en 3 ans. Entre 2009 et 2011, sur 562 000 emplois industriels supprimés, seuls 17 050

sont imputables à des délocalisations, soit 3 % du problème réel de l'emploi¹.

La France est la cinquième puissance industrielle mondiale, et la seconde de l'Union européenne. Pas si mal pour un pays de 65 millions d'habitants, soit moins de 5 % de la population chinoise. Le nombre de touristes qu'elle attire est supérieur au nombre de ses habitants. Et le tourisme est la première industrie mon-

diale. Sans la France, adieu hôtels, restaurants, agences de voyages, Airbus. Enfin, à juger par le dynamisme des investissements étrangers, le pays est une excellente affaire industrielle et commerciale. Entre 2007 et 2009, 65 % des investissements étrangers en France concernaient le secteur manufacturier, 60 % venaient de pays de l'Union européenne, le reste, des États-Unis et du Canada, de la Chine et du Brésil. Ils étaient très diversifiés : 62 % correspondaient à des créations d'activité, 28 % à des extensions, 8 % à des reprises². En 2010, l'Hexagone a été le quatrième pays d'accueil des investissements directs étrangers, derrière les États-Unis, la Chine et Hong-Kong, avec un montant total de 57,4 milliards de dollars investis, selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.

Certes, l'ensemble de ce que l'on nomme le secteur manufacturier ne représentait plus que 14 % du produit intérieur brut en 2007, contre 36 % en 1973. L'industrie au sens étroit du terme subit ce qu'a connu l'agriculture à l'âge industriel. Elle demeure indispensable, mais emploie directement beaucoup moins de gens. Ce mouvement est général dans le monde et l'Allemagne est une exception provisoire.

Ce n'était qu'un rêve. À mon réveil, l'espace politique et médiatique ne bruissait que de démondialisation, de désindustrialisation, de relocalisation. Produisons français comme on disait vers 1977. Non, distinguo : achetons du fabriqué en France, achetons du terroir ! N'en déplaise à M. Bayrou (et à Robert Rochefort, ancien directeur du CREDOC³), voilà qui fleure son absurdité sur le plan européen, son patriotisme au pire.

Nous rev...
Le coq gaul...
ses ergots...
rodomonta...
sur l'immig...

LES
DU C

Pourqu...
déprime su...
qui va de pa...
dial de pes...
que les fric...
phéries des...
des verrues...
des jardins...
Continents...
raffineurs...
aujourd'ha...
teurs (et ta...
Mais qui se...
tions d'emp...
du secteur...
ment dans...
licenciés e...
nents n'in...
La France...
ploi, d'em...
pas simple...
depuis lon...
plus d'emp...
Mais ce co...
grand-cho...

UNI
IND
POS

La vra...
tudes, c'es...
tissements...
recherche...

Nous revoilà au Made in France. Le coq gaulois gratte fièrement ses ergots. Un bon pendant des rododromades anti-européennes sur l'immigration.

LES RAISONS DU COCORICO

Pourquoi ce déferlement de déprime sur le « déclin français », qui va de pair avec un record mondial de pessimisme ? Concédonsons que les friches urbaines aux périphéries des villes se voient comme des verrues et font désordre dans des jardins à la française. Oui, les Continental hier, les Lejaby, les raffineurs de Total à Quevilly aujourd'hui, sont sous les projecteurs (et tant mieux pour eux). Mais qui se soucie des destructions d'emplois dans l'ensemble du secteur productif, notamment dans les services où les licenciés et les précaires permanents n'intéressent personne ? La France a un problème d'emploi, d'emplois industriels, et pas simplement manufacturiers, depuis longtemps⁴. Elle détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée. Mais ce constat n'explique pas grand-chose.

UNE CULTURE INDUSTRIELLE POST-FESTUM

La vraie raison des inquiétudes, c'est le manque d'investissements. Devinez où ? Dans la recherche et dans les universités.

Pas assez de PME dirigées par des ingénieurs docteurs à l'allemande. Trop de grandes entreprises qui attendent tout de l'État, et donc du contribuable. Nous avons des élites républicaines : les meilleurs ingénieurs du monde, cocorico, sortent de nos grandes écoles. Mais ils ont rarement fait de thèse et s'intéressent peu à l'innovation, qu'ils confondent avec la valorisation commerciale que l'on apprend dans les écoles de management.

Autrement dit, pour la culture technique et industrielle, la France n'est pas assez allemande.

Ce ne serait pas si grave si une culture exclusivement manufacturière, brillante entre 1850 et 1950, ne résistait, inconsciemment le plus souvent, à la culture californienne qui va chercher la valeur ajoutée dans le design, le *process*, la formation d'écosystèmes, à la façon d'Apple, Facebook ou Google. Cette vieille culture industrielle saint-simonienne a cédé dans la banque, dans la grande distribution, mais elle refuse de se rendre à la dématérialisation numérique dans les autres secteurs, y compris celui des industries culturelles.

A LA FIN, LE DRAGON TOUCHE !

Je m'énerve sans doute trop. Tout cela n'est-il pas une affaire de temps ? La France est un vieux pays lent, qui rentre avec prudence dans cette mondialisation, dans la production immatérielle, dans l'économie des réseaux.

Oui, mais je ne peux m'empêcher de rapprocher le coq gaulois nous intimant le Made in France,

des hiérarques du pays du Dragon inscrivant dès mars 2011 lors du Congrès national du peuple cette injonction au programme de la politique économique et industrielle de la Chine : passer du *made in China* au *designed in China*. Et le plus drôle, c'est qu'ils sont en train de le faire. ■

1. www.trendeo.net/2011/12/14/delocalisations-et-relocalisations-depuis-2009-une-mise-a-jour/

2. www.invest-in-france.org/Medias/Publications/982/Bilan09_FR.pdf

3. R. Rochefort, *Produire en France, c'est possible*, Odile Jacob, Paris, 2012.

4. Voir en 1995, www.liberation.fr/economie/O10134481-le-rythme-de-destruction-d-emplois-mene-la-france-dans-le-mur